

# Des engagements politiques à la mise en œuvre effective de programmes de protection sociale sensibles au genre<sup>1</sup>

*Charlotte Bilo et Raquel Tebaldi, Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)  
et Maja Gavrilovic, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)*

**Le sixième et dernier webinaire** de la série consacrée à la protection sociale sensible au genre s'est penché sur les différents facteurs dont il convient de tenir compte dans la conception et la mise en œuvre de programmes de protection sociale sensibles à la problématique du genre. La présentation de Maxine Molyneux s'est principalement concentrée sur des expériences tirées d'Amérique latine et des scénarios particuliers à la région en matière d'orientations et de choix politiques. Maja Gavrilovic a quant à elle présenté un nouvel outil de renforcement des capacités mis au point par la FAO pour fournir des orientations aux praticiens des politiques concernées sur la façon de procéder pour intégrer la problématique du genre dans les programmes de transferts monétaires et de travaux publics. Pamela Pozarny a pour sa part présenté quelques-uns des enseignements tirés d'une recherche qualitative approfondie menée par la FAO sur les impacts productifs des transferts sociaux monétaires en Afrique subsaharienne.

Maxine Molyneux a abordé quelques limites des programmes de transferts monétaires, souvent considérés comme une « solution miracle ». L'une des principales difficultés réside dans le manque de connaissances dont les décideurs politiques disposent en matière de relations hommes-femmes. Pour Maxine Molyneux, le genre est un principe fondamental de l'organisation sociale qui permet de créer et de normaliser les inégalités. Identifier comment se reproduit ce principe à travers les politiques sociales, les discours et les normes régissant la société constitue un défi de taille qu'il convient de relever au moyen de politiques publiques.

En Amérique latine, plusieurs programmes de transferts monétaires ont commencé à accorder une plus grande attention aux inégalités hommes-femmes en intégrant des passerelles vers des programmes d'épargne ou en fournissant une assistance aux femmes victimes de violences conjugales. Des progrès ont en outre été accomplis en matière de liens entre les programmes de transferts monétaires, la participation des femmes au marché du travail et les services de garderie. La plupart des femmes demeurent toutefois privées d'accès à la protection sociale et l'écart de pauvreté homme-femmes s'est creusé au fil de la dernière décennie en Amérique latine. Les investissements dans la formation, la garderie et la santé reproductive restent également insuffisants, particulièrement en milieu rural.

Maxine Molyneux a également expliqué que les femmes ne sont toujours pas entendues ni représentées dans la conception et la mise en œuvre des programmes, soulignant l'importance de disposer de mécanismes de responsabilisation sociale tels que des outils participatifs de suivi et d'évaluation, des bilans communautaires et des audits sociaux. Pour s'assurer que les femmes s'en servent, il est toutefois impératif de tenir compte des normes locales en matière de genre ainsi que du contexte social, car les femmes pourraient avoir peur de se plaindre ou de se laisser dissuader par des contraintes de temps et de déplacement.

Maja Gavrilovic a également abordé la question de l'intégration du genre dans la conception de programmes de transferts monétaires, en se concentrant sur le contexte rural. Les critères d'admissibilité et les méthodes de ciblage employées pour identifier les bénéficiaires sont fondamentaux. Maja Gavrilovic a expliqué que l'existence de programmes ciblant les femmes ne débouche pas toujours sur leur émancipation, qui se trouve entravée par les dynamiques sexospécifiques qui régissent au sein du ménage. Certaines méthodes de ciblage peuvent en outre exclure des femmes potentiellement admissibles, comme celles vivant dans des ménages polygames.

Le montant du transfert influe par ailleurs sur les relations et l'égalité hommes-femmes. Des transferts plus élevés peuvent aider les femmes à satisfaire leurs besoins pratiques, à améliorer leur capacité de génération de revenus ainsi que leur productivité et renforcer leur pouvoir de négociation au sein du ménage.



D'un autre côté, l'évolution de l'autonomie financière de la femme peut néanmoins créer des tensions au sein du couple et devrait donc être soigneusement examinée. Pour traiter d'autres vulnérabilités sexospécifiques et promouvoir une responsabilité partagée avec les hommes, les conditions fixées par le programme devraient être formulées de sorte à couvrir et à transformer la problématique du genre. Il importe en outre d'assurer un suivi des effets constatés sur les conditions de vie des femmes et filles rurales, comme leur charge de travail, leur pauvreté temporelle et l'évolution des dynamiques au sein des ménages.

Maja Gavrilovic a également souligné l'importance de la sensibilisation, qui constitue à ses yeux une façon rentable de promouvoir l'égalité des sexes et des relations plus égalitaires entre les femmes et les hommes bénéficiaires en milieu rural, mais aussi de normes de genre discriminatoires. Enfin, pour aborder plus efficacement les différentes dimensions sexospécifiques de la pauvreté et de la vulnérabilité rurales et promouvoir l'émancipation des femmes, les transferts monétaires devraient être liés à des programmes complémentaires proposant par exemple des services sociaux ou juridiques, des services de garderie, des formations alimentaires et nutritionnelles ou encore un soutien aux moyens de subsistance. Il est toutefois impératif que la participation à différents programmes n'ajoute pas à la surcharge de travail qui pèse déjà sur le dos des femmes. Le projet pilote égyptien baptisé Ain El-Sira constitue un intéressant exemple de programme de transferts monétaires novateur, dans la mesure où il vise spécifiquement l'émancipation socio-économique des femmes en situation d'extrême pauvreté, en de les aider à assumer leurs responsabilités en matière de soins. Formellement octroyé au titre de soutien aux tâches reproductives, ce transfert comprend une compensation supplémentaire pour le temps consacré au respect des conditions fixées par le programme.

Pour évaluer la capacité effective d'un programme à promouvoir l'émancipation des femmes, il est essentiel de comprendre les convictions socio-culturelles locales ainsi que les perceptions traditionnelles des rôles et responsabilités sexospécifique ; Pamela Pozarny a expliqué que dans certains contextes, le transfert direct d'argent aux femmes peut même revêtir des connotations négatives. Concernant les programmes de travaux publics, les études de cas ont révélé que les femmes peuvent rarement y participer en raison de contraintes de temps ; lorsqu'elles le font, cette décision peut affecter la division du travail au sein du ménage et dans certains cas exacerber le travail des enfants.

Pamela Pozarny a conclu en soulignant qu'au stade de conception d'un programme, une vaste palette de parties prenantes peut être consultée, comme les bénéficiaires potentiels, et qu'il est également primordial de sensibiliser tous les acteurs de la mise en œuvre à la problématique du genre. Il est en outre essentiel d'assurer un versement ponctuel et régulier des transferts pour favoriser l'émancipation des femmes, a fortiori si elles ont l'intention de souscrire à des emprunts. Enfin, le suivi et les évaluations jouent un rôle fondamental, car ils fournissent de précieuses indications sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que des enseignements opérationnels susceptibles d'orienter de nouveaux programmes.

#### Références :

IPC-IG et FAO. 2017a. *From policy commitments to effective implementation of gender-sensitive social protection programmes*. (Enregistrement du webinaire). Site Web socialprotection.org <<http://socialprotection.org/policy-commitments-effective-implementation-gender-sensitive-social-protection-programmes>>. Consulté le 22 mai 2017.

IPC-IG et FAO. 2017b. *From policy commitments to effective implementation of gender-sensitive social protection programmes*. (Présentation du webinaire). Site Web socialprotection.org

<<http://socialprotection.org/discover/publications/webinar-presentation-policy-commitments-effective-implementation-gender>>. Consulté le 22 mai 2017.

#### Note :

1. Ce webinaire a été organisé dans le cadre d'une série consacrée à la protection sociale sensible à la dimension de genre, une initiative conjointe de l'IPC-IG et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) visant à favoriser le développement d'une communauté de pratique dans le but de promouvoir l'égalité des sexes en protection sociale. Ce webinaire a eu lieu le 2 mars 2017, avec la participation de Maxine Molyneux (*University College London*), Maja Gavrilovic (FAO) et Pamela Pozarny (FAO).